

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 29 JUIN 2024 - n° 1330

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Quel que soit ce qui sortira des urnes, le sort des exploités ne changera que par leurs propres luttes offensives !

Les candidats de Combat ouvrier - Lutte ouvrière ne seront pas évidemment gagnants sur ce terrain. Les travailleurs et les classes populaires ont intérêt à se préparer dès maintenant à un troisième tour qui sera social et qui peut être très combatif. Car à la sortie des urnes, il en résultera une politique encore plus forte contre la classe des exploités, des travailleurs et des pauvres.

Chacun des trois blocs en lice, le Rassemblement national, le Nouveau Front Populaire ou le camp de Macron, sera un serviteur de la classe bourgeoise, des privilégiés, des milliardaires.

En pleine campagne, on a vu ces partis rivaliser, se plier en quatre pour convaincre et rassurer le grand patronat français. Acceptant d'être auditionnés par le Medef afin de respecter ce que dit son président Patrick Martin : « *N'invertissons pas les rôles, c'est aux politiques d'emporter notre confiance* ». Les grands patrons leur adressent un rappel à l'ordre : l'État doit faire valoir leurs intérêts à eux, les grands patrons.

Baisse des impôts de production, défiscalisations, diminution des dépenses publiques, voilà quelques arguments de Bardella. Rien de bien différent chez les représentants du PS et de LFI dans cet audit du Medef, pour qui le mot de la fin fut « *Fondons ensemble un pacte productif nouveau, unissons les travailleurs, les capitaines d'industries...* ». Combien de fois la droite et la gauche ont-elles mené une

politique anti-ouvrière et l'extrême droite aussi dans les mairies et les régions où elle a des élus ? Après le 7 juillet, ils frapperont plus fort et ils le disent déjà.

Tout ce milieu de politiciens nous prépare aux exigences du grand capital. Chaque fois que ces candidats parlent des dettes astronomiques de l'État, ils ont en tête que c'est aux travailleurs, aux plus pauvres de la payer, en s'attaquant au chômage, à la retraite, aux minimas sociaux... Lorsque que le RN parle de s'attaquer à l'immigration, ou lorsque Macron dénonce « la gauche immigrationniste », c'est pour mieux attaquer toute la classe ouvrière !

Les discussions dans ces élections tournent constamment autour de sujets où ce sont les classes populaires qui devront payer la note. Toute cette campagne finalement n'est qu'une campagne contre la classe ouvrière.

C'est le grand patronat qui dirige. Les capitalistes ont vu leur fortune décupler, comme le patron du groupe mondial CMA-CGM, qui a dégagé un profit de

45 milliards d'euros mais qui, soutenu par Macron, ne paie que 2,7 % d'impôts. Comme aux Antilles, où le groupe Bernard Hayot, plus riche groupe capitaliste de la Caraïbe, engrange des millions dans la grande distribution, sans avoir aucun compte à rendre, alors que la Banque alimentaire n'a jamais été autant sollicitée !

C'est cette bourgeoisie française et internationale aussi qui de jour en jour aggrave la situation mondiale. Menant déjà toute une partie de la population dans des guerres, des situations de misère et de violences extrêmes : en Haïti, au Soudan, en Ukraine, à Gaza.

Les élections ne changeront rien à cela. Les exploités pour changer leur sort, pour faire valoir leurs intérêts n'auront d'autre choix que de lutter pour arracher les milliards des grands groupes capitalistes, pour renverser cette classe dirigeante capitaliste. Ils n'ont pas d'autre choix que de construire leur propre force, leur propre parti, dirigé par les travailleurs, pour les travailleurs et les classes populaires exploitées.

Martinique

Les aidants familiaux mobilisés une nouvelle fois

LIRE p. 2

Saint-Martin

Succès des salariés de La Poste



LIRE p. 3

Élections législatives 2024 :

Le RN : une forme respectable ? Un fond anti-ouvrier et raciste !

LIRE p. 4

Martinique

Les aidants familiaux mobilisés une nouvelle fois

Le jeudi 20 juin, plusieurs dizaines d'aidants familiaux ont manifesté devant l'hôtel de la Collectivité territoriale de la Martinique. Ils entendaient ainsi montrer leur colère et faire valoir leurs revendications face au manque de suivi de leurs dossiers par la Collectivité.

Les revendications mises en avant par ces aidants sont les trimestres manquants sur leurs relevés de carrière. Ces manquements sont incompréhensibles et les pénalisent fortement pour la retraite. Ils réclament aussi une meilleure organisation de leurs congés payés avec le placement dans de bonnes conditions des résidents qu'ils accueillent. Ils

demandent également que l'évaluation du degré d'autonomie des personnes accueillies, soit faite régulièrement par le médecin contrôleur de la Collectivité Territoriale de Martinique comme cela est prévu. En effet cette évaluation en GIR (groupe iso-ressource) de 1 pour les personnes les moins autonomes à 6 pour les plus autonomes, déter-

mine le niveau de l'aide financière. C'est cette aide qui est apportée à la personne en situation de handicap par la CTM et donc aussi la part qui revient à l'aidant familial.

À la suite d'une précédente mobilisation en février 2024 les aidants familiaux (en majorité des femmes) avaient signé un accord avec la CTM pour un suivi men-

suel de ces questions. Mais il n'a pas été suivi et aujourd'hui les problèmes des aidants familiaux ne font que s'aggraver. La soixantaine d'aidants familiaux, qui prennent en charge chacun, deux ou trois personnes âgées et/ou handicapées, se sent laissée pour compte, et méprisée. Ils ont toutes les raisons de relever la tête et d'exiger leur dû.

Manifestation des patrons du BTP

Le vendredi 14 juin, les patrons du BTP ont manifesté devant la CTM (collectivité territoriale de Martinique) avec leur organisation, la fédération régionale du BTP Martinique dirigée par leur secrétaire Jean-Yves Bonnaire.

Ils réclamaient « un plan de relance de la commande publique » car, disent-ils, cela fait près de trois ans qu'ils attendent cette relance. Ils protestaient aussi, contre « les retards de paiement de la collectivité et le manque de financement de marchés publics pour leurs entreprises ».

Ce jour-là, étaient également présents plus d'une dizaine d'ouvriers du secteur, préoccupés surtout par les retards des salaires et les menaces de chômage. Les représentants du patronat ont été reçus par Fernand Odonnat, le président de la commission "aménagement du territoire et grands travaux". Celui-ci leur a promis de faire le né-

cessaire pour satisfaire leurs revendications.

Une nouvelle rencontre a eu lieu dès le lundi 17 Juin en présence de S. Letchimy, le président de l'Exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique. Se mettant tout de suite au service du patronat, celui-ci leur a promis de payer les 42 millions d'euros dus par la CTM pour la fin de l'année.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle mobilisation a lieu dans ce climat de crise économique du capitalisme, en l'occurrence du BTP en Martinique. Mais ce sont les artisans et surtout les ouvriers qui sont les premiers à faire les frais de cette situation. Alors, même si les



Les patrons du bâtiment à la CTM.

syndicats ouvriers se sont dits partie prenante de la « mobilisation du secteur BTP », beaucoup d'ouvriers restent méfiants. Pour ne pas se retrouver les dindons de la farce, face à des patrons qui pensent surtout à leur poche, ils auraient tout inté-

rêt à mettre en avant leurs propres revendications. Par exemple, l'exigence d'augmentations de salaires d'au moins 500 euros net par mois ne serait pas de trop. Il en va de leur survie. ■

Guadeloupe

Une victoire contre Banamax

Nous publions un communiqué de la CGTG concernant les succès obtenus par les travailleurs de la banane.

Le mardi 18 juin 2024, la cour d'appel de Basse-Terre a rendu sa décision dans l'affaire opposant la société BANAMAX à trois ouvriers agricoles et à la CGTG.

Pour rappel, par jugement du 23 février 2021, le tribunal correctionnel de Basse-Terre, a, sur l'action publique, déclaré Sainte-Croix Max NARAYANINSAMY coupable des faits qui lui sont reprochés : « ... D'avoir à Capesterre-Belle-Eau, en tous cas sur le territoire national, le 2 octobre 2019, d'omis intentionnellement de procéder à la déclaration nominative préalable à l'embauche, avec cette circonstance que l'emploi dissimulé a concerné de 6 ouvriers agricoles, des faits prévus par les articles L. 8224-2 al. 2, L.

8221-1 al. 1 1°, L. 8221-5 du code du travail et réprimés par les articles L/ 8224-2 al. 2, L. 8224-3, L. 8224-4 du code du travail ;

D'avoir à Capesterre-Belle-Eau, en tous cas sur le territoire national le 2 octobre 2019, directement, ou par une personne interposée, conservé à son service ou employé pour quelque durée que ce soit les ouvriers concernés, étrangers non autorisés à travailler en France, faits prévus par les articles L. 8256-2 al. 1, al. 5, L. 8256-3, L. 8256-4 et L. 8256-6 du code du travail ; »

La cour d'appel a donné entièrement raison aux ouvriers agricoles et à la CGTG.

Sur l'action publique, la cour a confirmé le jugement rendu en première instance :

Le dirigeant est condamné cette fois-ci à deux mois de prison ferme aménageable.

Et à payer la somme de 15 000 € d'amende.

Sur l'action civile. La cour a confirmé le jugement rendu en première instance en ce qu'il a déclaré recevable les constitutions de partie civile des trois ouvriers agricoles victimes du travail dissimulé et de la CGTG ; Infirmé le jugement rendu en première instance en ce qu'il a débouté les parties civiles de leurs demandes respectives ;

Le dirigeant de BANAMAX a été condamné à payer 3 000 € en réparation du préjudice moral subi par les trois ouvriers agricoles victimes de travail dissimulé.

Et condamné à verser à la CGTG

2 000 € en réparation du préjudice moral et 2 000 € au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

La cour d'appel a par ailleurs jugé que « la CGTG justifie de la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des travailleurs de la filière banane notamment, et par conséquent d'un intérêt à agir pour les faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des salariés dans ce secteur. »

Cette décision est d'autant plus importante pour la CGTG que la pratique du travail dissimulé est la règle dans le secteur de la banane !

Le combat continue contre le travail dissimulé, véritable traite négrière des temps modernes !

Succès des salariés de La Poste

Les postiers du centre de tri et des bureaux de Poste ont déposé un préavis de grève le 19 juin. Ils réclamaient de meilleures conditions de travail et des embauches pour combler les postes vacants.

Les 16 ventilateurs, ne tournaient plus, les volets électriques qui permettent d'aérer ne fonctionnaient plus. La chaleur devenait insupportable. Avec l'augmentation des braquages, ils réclamaient aussi la sécurisation de la caisse au guichet. Une partie des salariés avaient commencé la grève depuis le 11 juin pour protester contre le plan de réorganisation de La Poste.

Les postiers mobilisés ont signé un protocole de fin de conflit le 19 juin. Ils ont obtenu un engagement de la direction de La Poste sur leurs revendications comme des moyens pour lutter contre les fortes chaleurs (réparations des persiennes, remplacement des ventilateurs), sur la mise aux normes du réseau électrique et le traitement des infiltrations d'eau... La direction



Les postiers mobilisés le 19 juin 2024.

s'est aussi engagée à embaucher en CDI quatre salariés qui avaient des contrats précaires. ■

Guadeloupe

Grève à la MJC du Gosier

Les salariées de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) du Gosier sont en grève depuis le 6 juin. Elles subissent depuis quelques mois des menaces, des intimidations, des retraits sur salaire sans explication de la part de la direction. Elles ont des contrats de 20 heures, mais ne sont payées qu'à la tâche. Elles s'occupent des enfants. Elles

n'ont pas de protection sociale.

Les grévistes poursuivent leur mouvement pour réclamer une régularisation de leurs salaires, leurs droits à une couverture sociale et une amélioration de leurs conditions de travail. Le 13 juin, elles ont bloqué l'entrée de deux écoles du Gosier où elles assurement les garderies.



Les grévistes devant une école au Gosier, le 13 juin 2024.

GIE AREMA et CMA-CGM : guerre ouverte contre les travailleurs

Ces deux entreprises ont convoqué lundi 17 juin un salarié en vue d'une sanction voire d'un licenciement. Ce salarié fait partie des quatre dockers qui se

sont battus pour obtenir une décision de justice en janvier dernier qui condamne GIE Aréma et CMA-CGM à régulariser leur carrière, spoliée depuis des an-

nées. Ces entreprises refusent d'appliquer la décision et s'attaquent même aux salariés. Les travailleurs syndiqués se sont rassemblés devant l'entreprise

pour soutenir le camarade attaqué. ■

Martinique

Les armes circulent de plus en plus

Durant le mois de juin, la police a saisi quinze armes de poing en seulement quinze jours, durant des contrôles inattendus.

La circulation d'armes lourdes en Martinique ne fait que croître. Les autorités se disent elles-mêmes débordées par les arrestations répétées des détenteurs d'armes.

L'augmentation de la circulation d'armes en Martinique est à mettre en relation avec la violence et la délinquance qui persistent, en particulier dans la jeunesse. Depuis le début de l'année, douze personnes ont été tuées par balles, soit deux personnes par mois. La découverte

d'un couple tué par balles le 20 juin au Saint-Esprit, a choqué la population.

Le problème n'est pas dans la simple circulation des armes. Ce qui dérange c'est qu'elles soient utilisées par des personnes de la population pour tuer d'autres personnes de la même classe sociale.

C'est le capitalisme, ce système qui ne profite qu'aux gros possédants, qui crée la pauvreté et la violence au sein de la population. En période révolutionnaire,

lorsque les travailleurs et les masses pauvres seront en lutte directement pour se débarrasser d'un système qui les opprime, les armes qui circulent auront alors un usage bien différent. Elles serviront, à coup sûr, à la lutte contre la classe capitaliste, contre les gros possédants au pouvoir et les autorités à leur service. Elles serviront dans un premier temps seulement à montrer la force de la classe. Mais s'il le faut, elles serviront aux travailleurs à se défendre contre

les agressions venant de la classe capitaliste et ses milices. Car les révolutionnaires communistes ne souhaitent pas la violence armée. Ils l'utilisent quand ils y seront contraints.

Nous sommes loin de la révolution et des masses en armes aujourd'hui. Mais il s'agit seulement de notre position sur cette question quand cette période surviendra et sera décidée et déclenchée par les travailleurs et les masses populaires eux-mêmes.

Législatives 2024

Le RN : une forme respectable ? Un fond anti-ouvrier et raciste !

Après ses bons scores aux dernières élections européennes et la décision de Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, le Rassemblement national est aux portes du pouvoir. Aujourd'hui il rassemble les voix de millions de travailleurs et d'exploités.

Aux origines du RN, le Front national

En 1972, le Front national pour l'unité française (FN) est fondé par des membres du mouvement Ordre nouveau, nostalgiques du fascisme, ces pouvoirs autoritaires, guerriers, anti ouvrier, antisémites (anti juif) et racistes comme sous Mussolini en Italie, sous Hitler en Allemagne et sous Pétain en France. Certains d'entre eux ont été des soldats nazis pendant la deuxième guerre mondiale. D'autres se sont regroupés dans l'OAS (l'Organisation de l'armée secrète) une organisation terroriste clandestine pro Algérie française qui commettait des attentats contre les défenseurs de l'Algérie indépendante.

Jean-Marie Le Pen fut nommé président du FN. Il était soldat pendant la guerre d'Algérie où il a reconnu avoir torturé des combattants algériens. Il est longtemps resté un défenseur de l'Algérie française. Il est devenu millionnaire grâce à un héritage. Depuis, la famille Le Pen est une famille bourgeoise propriétaire d'un grand domaine et de plusieurs affaires.

Jean-Marie Le Pen était surtout connu pour ses prises de position provocatrices ouvertement racistes et antisémites. Il avait déclaré en 1996 : « *Je crois à l'inégalité des races, oui bien sûr, toute l'histoire le démontre, elles n'ont pas la même capacité ni le même niveau d'évolution historique...* ». Ou alors quand il re-

mettait en cause l'existence des chambres à gaz sous les nazis.

1980 : les premiers succès électoraux

Pendant plus de dix ans, le Front National n'a été qu'un groupuscule d'extrême-droite. Même dans des élections locales ou législatives, lorsqu'il présentait des candidats, ses résultats tournaient au plus autour de 2 % ou 3 %. Le Pen avait recueilli 0,74 % des suffrages exprimés aux élections présidentielles de 1974.

C'est lors des élections municipales de 1983 puis des élections européennes de 1984 que le Front National sort de l'anonymat électoral : 10,95 % des voix et 2,2 millions de suffrages aux européennes ! Puis aux législatives de 1986, le FN recueille 2,7 millions de voix et 9,65 % des suffrages exprimés. Il obtient 35 députés. Aux élections présidentielles de 1988, le nombre de votants pour Le Pen a même atteint les 4,3 millions.

Cette envolée électorale du FN correspond à l'arrivée de la gauche au pouvoir : le Parti Socialiste flanqué au début du Parti Communiste. L'accession de Mitterrand à la présidence de la République en 1981, avait soulevé beaucoup d'espairs parmi les classes populaires. Espoirs bien vite déçus lorsque le gouvernement bloqua les salaires en 1982 et organisa des licenciements massifs dans les secteurs dépendants de l'État. Une politique pro-patronale bien de droite ! Les

trahisons et le renoncement des partis de gauche, censés représenter les travailleurs, ont déboussolé et démoralisé bien des travailleurs.

Les scores du FN n'ont fait que progresser depuis ces années-là aussi parce que la crise s'est approfondie plongeant une bonne partie des classes populaires dans plus de difficultés.

En 2002, Jean-Marie Le Pen est arrivé au second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac devançant ainsi Lionel Jospin, le candidat de la gauche, qui venait d'être premier ministre et avait mené une politique anti-ouvrière.

2011-2024 : Marine Le Pen et la dédiabolisation

Marine Le Pen a pris la tête du FN en 2011 en écartant son père jugé trop gênant. Depuis, elle n'a fait que s'atteler à dédiaboliser ce parti pour cacher son côté anti-ouvrier et raciste derrière un vernis de démagogie populiste. Le parti excluait officiellement ses membres qui prenaient des positions trop ouvertement racistes.

Cette dédiabolisation porte ses fruits puisqu'aujourd'hui, le RN fait des scores records dans les outre-mer alors qu'il y a 30 ans, Jean-Marie Le Pen ne pouvait pas débarquer aux Antilles à cause des manifestations de protestation.

Aujourd'hui, le RN a trouvé des représentants locaux noirs pour défendre ses idées.

La perspective politique du RN : un régime autoritaire et anti ouvrier

Comme les autres partis qui ont été au gouvernement, le RN est un parti de la bourgeoisie. Il n'a pas encore été à la tête d'un gouvernement mais là où il a des élus, le RN montre son vrai visage. En 2014, à la mairie du Pontet, le maire RN a supprimé la gratuité de la cantine pour les familles démunies. La municipalité de Béziers a réservé la participation aux activités périscolaires aux seuls enfants dont il est prouvé que les deux parents travaillent en 2014. Les enfants dont au moins un parent est au chômage en sont donc exclus. Toutes ces mesures contre les pauvres sont en fait prises contre les familles de travailleurs immigrés. En 2022, les députés RN ont voté contre l'augmentation du SMIC.

Dans sa dernière conférence de presse, Jordan Bardella a annoncé des mesures qui s'apparentent à une militarisation de l'école. Quant aux mesures sociales de son programme, Bardella est revenu sur sa promesse d'abroger la réforme des retraites. Le 20 juin dernier, invité à défendre son programme face au gros patronat du MEDEF, Bardella a mis au second plan certaines mesures que les patrons ont jugé « trop coûteuses ».

Voilà donc un parti même pas encore au pouvoir mais déjà aux ordres du grand patronat comme les autres.

Ciotti passe à Le Pen. Rien de surprenant

Éric Ciotti, président du parti les Républicains (LR) annonça le 11 juin son alliance avec Jordan Bardella du Rassemblement National (RN), en vue des élections législatives du 30 juin.

Ciotti qui affirmait en 2021 qu'il ne voterait jamais pour Marine

Le Pen se retrouve aujourd'hui allié au RN. Il montre ainsi sous quelle bannière il part à la poursuite d'un poste ministériel.

Après cette annonce la direction de LR l'a exclu le 14 juin mais, suite à une bataille juridique, il

reste toujours le chef du LR. Malgré les remous qu'il provoque parmi les LR, l'accord électoral concocté par Ciotti est un prolongement d'un accord sur les idées qui est visible depuis des années. Il démontre qu'il n'y a aucune frontière

étanche entre les politiciens du RN et ceux de LR. Deux partis de la bourgeoisie composés de politiciens arrivistes pleins de mépris pour les travailleurs et les pauvres, qu'ils soient français ou étrangers. ■

Le Medef donne le ton

Le grand patronat a convoqué les trois « blocs » : Renaissance, Rassemblement national et le

Nouveau Front populaire le 20 juin. L'objectif est de les ramener à la réalité économique,

autrement dit qu'ils doivent avant tout servir les intérêts de la bourgeoisie. Quel que soit le

vainqueur il servira la soupe aux capitalistes. ■

Retraites : promesses du RN, promesses de menteur

Bardella est revenu sur sa promesse d'abroger la réforme des retraites imposée par Macron si

jamais il devenait Premier ministre. Interrogé le 11 juin sur RTL, il a répondu : « *nous ver-*

rons ». Pour se justifier, il a utilisé les mêmes arguments que tous les autres politiciens qui

trahissent leurs promesses : il allait « *hériter* » d'une situation économique « *compliquée* ».

Le Nouveau Front populaire : un rempart de sable

« Le Nouveau Front populaire » regroupant, « la France insoumise », « le Parti communiste français », « le Parti socialiste », « les Écologistes », a été créé pour faire barrage à l'extrême droite de Le Pen - Ballardur.

François Hollande, président de la République de 2012 à 2017 ose se présenter à ces élections législatives. Il a créé le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour verser des milliards au patronat. Il n'avait pas pu se représenter pour un second mandat faute de militants et en raison d'un rejet des masses populaires. C'est lui-même qui avait permis à Macron d'être secrétaire général de l'Élysée puis ministre de l'économie et de l'industrie, et donc qui lui a fait son lit.

Mais même si le Nouveau Front populaire gagnait les élections, ce qui semble plutôt difficile mais pas totalement impossible, pour l'instant, il ne serait pas un barrage face à l'extrême droite.

Car depuis plus de 40 ans, l'extrême droite a poursuivi une ascension graduelle et régulière qui l'a conduit aujourd'hui aux portes du pouvoir. 53 % d'ouvriers ont voté pour elle aux élections européennes où elle a devancé de très loin tous les partis.

La seule explication à cette montée de l'extrême droite tient à la déception des travailleurs et des masses populaires dans les partis traditionnels de gauche et de droite. Car ces derniers ont constamment servi une soupe bien grasse au grand patronat et fait reculer le niveau de vie et les intérêts des travailleurs et des classes populaires depuis plus de 40 ans. Régulièrement, ils ont saboté le code du travail pour

faire reculer les droits que les travailleurs avaient mis des dizaines d'années à gagner. Les fermetures d'entreprises, les licenciements dans les entreprises qui faisaient des bénéfices ont laissé des milliers de travailleurs sur le carreau avec de mauvais recyclages. Les espoirs nourris par l'avènement de Mitterrand et de la gauche social démocrate en 1981 avaient vite été déçus avec les plans d'austérité qui ont accru la misère et la précarité ouvrières. La gauche au pouvoir a toujours mené une politique de droite. Alors petit à petit, bon nombre de travailleurs sont allés à la recherche du renouveau, du changement en disant « essayons Le Pen » Car les illusions sont toujours très fortes chez les

masses populaires. Ce sont ces illusions qui les amènent à choisir puis à être déçus. Alors, soit beaucoup se réfugient dans l'abstention ou pour un sauveur suprême. Ce dernier aujourd'hui apparaît comme étant l'extrême droite, le Rassemblement National.

Le véritable rempart contre l'extrême droite fascisante et anti ouvrière, ce seront les travailleurs en lutte d'ensemble offensive. De ce fait, ils décideront que le renouveau, le vrai changement ne réside pas dans des politiciens avides de pouvoir mais en eux-mêmes et en eux seuls avec leur propre force de classe. Et potentiellement ils en ont !

Hollande candidat, pour quelle politique ?

Comme surgi de nulle part, François Hollande, Président entre 2012 et 2017, se présente en Corrèze aux élections législatives déclenchées par le président Macron. Il a l'étiquette socialiste et sera membre du NFP, le Nouveau Front Populaire une association de partis de gauche.

Monsieur Hollande a marqué son passage au pouvoir de mai 2012 à mai 2017 par des décisions qui ont souvent déclenché la question : « Hollande est-il de gauche ou de droite ? » ou même la remarque : « Hollande : un socialiste de droite ! » Ce président a aussi été remarqué pour le choix de ses ministres : certains étaient carrément de droite. L'un d'entre eux est aujourd'hui président : Macron fut son ministre des finances et de l'économie.

Le NFP et les illusions associées au Front populaire de 1936

En mai-juin 1936 l'action principale a été la grève puissante menée par des centaines de milliers de travailleurs, ouvriers d'usine qui luttèrent pour l'amélioration

de leurs salaires et pour leurs droits syndicaux. Au départ deux militants syndicaux avaient été licenciés pour leur engagement aux côtés de leurs camarades de travail. La grève de ces derniers avait permis leur réintégration, mais la grève était partie, elle s'est étendue à des centaines d'usines et de villes.

C'est là qu'intervient le Front populaire, association des partis socialiste, communiste et aussi le parti radical plus proche encore du patronat. Ces politiciens étaient donc au gouvernement.

Loin d'aider les grévistes à s'imposer, ceux du Front populaire de 1936 se sont empressés de signer avec les patrons pour obtenir que cesse la grève avec occupation qui faisait si peur aux patrons. Les ouvriers ont eu des



hausse de salaires de 7 à 15 % et la reconnaissance du droit syndical.

Et la grève a repris jusqu'à l'obtention des 40 h et des congés payés. Le Front populaire de 1936 n'a pas été aussi au service de la classe ouvrière qu'on veut faire croire aujourd'hui ! Il a même contribué à étouffer la

perspective de révolution ouvrière sur laquelle la grève générale aurait pu déboucher. Léon Trotsky lui-même déclarait que la révolution en France a commencé. Il n'y a rien à espérer de ce « Nouveau Front populaire » constitué de politiciens de gauche qui ont servi et servent encore la soupe aux capitalistes.

« La Guadeloupe d'abord » Quelle Guadeloupe ?

Le GUSR (Guadeloupe unie, solidaire et responsable) de Losbar, président du conseil départemental, a choisi comme slogan de campagne pour les élections législatives anticipées : « La Guadeloupe d'abord ».

« La Guadeloupe », « je travaille pour la Guadeloupe » sont le leitmotiv de Losbar et Chalus, le président du conseil régional. Ils se cachent derrière « la Guadeloupe » pour jouer sur la corde régionaliste voire chauvine de la population.

Et « la Guadeloupe » dont ils parlent, en réalité, c'est la Guadeloupe de ceux qui la possèdent en terres, en usines, distilleries,

en comptes en banque bien garnis, c'est-à-dire la classe privilégiée la bourgeoisie. C'est le pays de leurs serviteurs politiques, les notables. C'est tout ce petit monde qui a le pouvoir avec les deniers publics et privés.

D'un autre côté il y a la Guadeloupe des pauvres. C'est-à-dire la Guadeloupe des chômeurs, de ceux qui vivent dans la précarité, qui survivent avec des pensions

de retraite de 500 euros, avec le RSA. Il y a les travailleurs pauvres qui sont au SMIC c'est-à-dire moins de 1 400 euros nets par mois. Il y a la Guadeloupe de ceux qui fréquentent les épiceries fines et la Guadeloupe de ceux qui fréquentent les épiceries solidaires, la banque alimentaire. Cela fait donc deux Guadeloupe séparées par un fossé de classe !

Nos camarades qui militent et qui se présentent aux élections sont dans le camp de la Guadeloupe des travailleurs et des pauvres.

Ils militent pour « la Guadeloupe des pauvres d'abord » ! Pour que les pauvres, les exploités se battent pour changer leur sort !

Nouvelle-Calédonie

NON à la répression coloniale en Kanaky !

Déclaration de solidarité des organisations de Guadeloupe, Guyane et Martinique. Libération immédiate des jeunes et des militant-e-s politiques Kanak emprisonné-e-s!

Le colonialisme français présent en KANAKY depuis 1853 (171 ans) refuse absolument de reconnaître la légitimité du peuple KANAK présent sur ses terres depuis plus de 3000 ans.

Après avoir essayé d'exterminer les Kanaks, de les spolier de leurs terres et de leurs richesses, la France colonialiste veut, par une loi scélérate, retirer au peuple KANAK son droit inaliénable à la pleine souveraineté.

La tentative de dégel du corps électoral visant à rendre définitivement impossible l'accès du peuple kanak à la souveraineté s'est heurtée à la mobilisation et à la détermination du peuple kanak, en particulier de sa jeunesse qui a payé un lourd tribut pour que Kanaky soit enfin libre.

En violation des accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) visant à instaurer une «communauté de destin», le président de la République française et son gouvernement, en collusion avec une frange extrémiste et raciste des Caldoches et des nouveaux immigrants, veulent imposer au peuple KANAK l'immobilisme colonial, l'exploitation et le mépris.

En envoyant plus de 3500 militaires - qui soutiennent les mi-

lices racistes tuant impunément les kanaks - en utilisant la justice pour imposer l'injustice, le président de la France et son gouvernement ont choisi la voie de la répression pour mettre pleinement en œuvre la circulaire Messmer du 8 juillet 1972 visant à « réussir une opération de peuplement outre-mer ».

Ainsi, la machine répressive du système colonial français a déployé ses manœuvres d'intimidation et arrêté et déporté 11 militants dont des responsables de la CCAT, de la radio Djido et d'autres organismes apparentés au FLNKS pour des motifs surréalistes de « terrorisme » !

Comme pour Toussaint LOUVERTURE - 1802, BEHANZIN - 1894 et l'OJAM - 1963 en Martinique, le GONG - 1967 et l'ARC - 1987 en Guadeloupe, le MOGUYDE - 1974, les militants politiques et syndicaux - 1974, - 1980, - 1997 en Guyane, le colonialisme français emprisonne et déporte loin de leur pays les militantes et militants kanaks.

Huit d'entre eux ont été mis en garde à vue prolongée, puis en détention provisoire dans les prisons françaises : Mulhouse, Dijon, Villefranche sur Saône,

Riom, Blois, Bourges.

L'arrestation et la déportation des militants kanaks n'arrêteront à coup sûr en rien le processus inéluctable et légitime d'accès à la souveraineté de la Kanaky.

Les organisations signataires de Guadeloupe, Guyane et Martinique:

Expriment leur solidarité indéfectible envers les courageux combattants kanaks de la dignité.

Réitèrent leur soutien total envers les militantes et militants arrêtés de manière arbitraire par les autorités répressives du colonialisme française.

Appellent à la mobilisation tous leurs militants en exigence de la libération immédiate et sans conditions de tous les militant-e-s et prisonnier-e-s politiques kanaks.

Dénoncent les méthodes d'extermination et de génocide perpétrés par l'état français à l'encontre du peuple Kanak, relevant d'un crime contre l'Humanité.

Condamnent les actes colonialistes du président et du gouvernement français et lancent un appel à la solidarité internationale.

Soutiennent la lutte du peuple Kanak pour son droit inaliénable à la pleine souveraineté et à l'indépendance.

SIGNATAIRES

Guadeloupe

ANG, COMBAT OUVRIER, CFTC, CGTG, CIPN, CIPPA, FAEN SNCL, FNKG, FO, FSU, KSG, LAKOU SANTÉ, LKP, MIR, GUADELOUPE, MOUVMAN NONM, PPDG, SOLIDAIRES GUADELOUPE, SPEG, SUD PTT GWA, SUNICAG, TRAVAYÈ É PÉYIZAN, UGTG, UPLG

Guyane

KOMITE DRAPO - MDES - MIR GUYANE - PSG, PÉYI GUYANE - UTG

Martinique

ANLOT LAREL POU LA-VI*RÉZISTANS, CDMT, CERCLE FRANTZ FANON, CGTM, CGTM FSM, CNCP APAL, CNR, COMBAT OUVRIER, GRS, IKIMA, K13J20, KONSYANS MATNIK, LE LAMENTIN LA RELEVÉ, MARTINIQUE NOUVELLE CONCEPTION, MIM, MIR, MPREOM, MODEMAS, ORGAPÉYI, PADEMA, PALIMA, PCM,

Il y a 60 ans...

Mandela condamné à la prison à vie !

Le procès de Rivonia au Transvaal en Afrique du Sud eut lieu entre octobre 1963 et juin 1964. Il devait juger Nelson Mandela et ses compagnons qui avaient créé une organisation militaire armée, de leur parti l'ANC, contre l'apartheid.

Nelson Mandela naît en 1918 en Afrique du Sud où règne l'apartheid : les Blancs venus d'Europe vivent dans de bonnes conditions dans les villes. La population africaine est exclue, les Noirs peuvent seulement travailler en ville pour des salaires de misère et habiter dans les ban-toustans sans confort. Ainsi les ouvriers d'usine vivent loin de leurs familles, de leurs enfants. Les gardiennes noires d'enfants blancs vivent en ville loin de leurs enfants.

En 1944 Mandela crée le parti ANC, Congrès National Africain, pour lutter contre les inégalités sociales et raciales en Afrique du Sud.

En 1962 il est emprisonné. Il est condamné en 1964 à la réclusion à perpétuité pour sédition. Il passera 27 ans et 190 jours en prison. D'abord dans l'horrible île-prison de Robben Island où il travailla à casser des pierres, nuisant gravement à sa santé pendant 18 ans. Puis et jusqu'à sa libération le 11 février 1990 il sera enfermé au pénitencier Victor Verster.

Pendant toutes ces années Mandela a écrit des centaines de courriers, bien sûr à ses proches, mais aussi aux autorités : il luttait pour une cause ! Sa sortie va correspondre aux premières élections multiraciales en Afrique du Sud et le président sorti des



Nelson Mandela, avec son épouse Winnie et ses soutiens, le 11 février 1990, jour de sa libération.

urnes, le premier président noir, a été Nelson Mandela. Le prisonnier de matricule 46664 a dirigé l'Afrique du Sud jusqu'en avril 1994. Les dirigeants du régime d'apartheid ont changé de politique. Ce n'était plus tenable face aux luttes des masses noires.

La situation actuelle en Afrique du Sud où règne la corruption

des dirigeants noirs et beaucoup de misère dans la population ouvrière doit servir d'indicateur à ceux qui luttent aujourd'hui en Afrique et dans le monde contre les sociétés d'apartheid et d'inégalités. C'est l'exploitation capitaliste qu'il faut renverser, quelle que soit la couleur des exploités !

Élections à Sint Maarten : un feuilleton de plus

À Sint Maarten, dans la partie sous possession hollandaise de l'île - l'autre partie étant sous possession française - des élections générales ont eu lieu en janvier 2024 pour élire un nouveau parlement et le futur gouvernement. Quatre mois plus tard de nouvelles élections sont prévues suite à la dissolution du parlement.

Pour avoir la majorité au parlement le parti arrivé en tête aux dernières élections devait obtenir au moins huit sièges sur les quinze. Or aucun parti n'a obtenu autant de sièges. Les partis ayant obtenu des sièges au parlement ont négocié une coalition afin de choisir les membres du gouvernement. Le parti URSM (Mouvement unifié résilient de Sint Maarten) a formé une coalition avec trois autres partis : le Parti démocrate (DP), le parti pour le progrès (PFP) et le parti pour la prospérité de la nation (NOW). Luc Mercelina, chirurgien, leader du parti URSM est devenu Premier ministre le 3 mai. Dix-huit jours plus tard le gouvernement s'est effondré car Kevin Maingrette le député du parti NOW a quitté la coalition pour rejoindre l'opposition. Mercelina a décidé de dissoudre le parlement et de provoquer de nouvelles élections qui auront

lieu en août 2024. Entre-temps Maingrette a de nouveau changé de camp et soutient aujourd'hui l'actuel Premier ministre. L'île a connu pendant plusieurs années de 2010 à 2019, une grande instabilité politique avec des alliances et des désunions, sept Premiers ministres se sont succédé. La plupart n'ont pas été jusqu'au bout de leur mandat comme Marcel Gumbs du parti United People's. Il a exercé la fonction de Premier ministre de 2014 à 2015. Quant à Leona Marlin-Romeo qui passe d'un parti à un autre, son mandat n'a duré qu'un an de 2018 à 2019. La corruption est récurrente. Dernièrement, le 20 juin, un député a réclamé une enquête sur la disparition de plus de 300 000 euros qui étaient destinés à la rénovation et à la reconstruction des écoles. Les gouvernements se suivent mais la situation des masses



Luc Mercelina, leader du parti URSM, Premier ministre de Sint Maarten.

pauvres et des travailleurs ne s'améliore pas.

En 2021, le salaire minimum était de 1529 florins des Antilles néerlandaises (ANG) pour 40 heures de travail par semaine, soit environ 800 euros. Environ 29 % des personnes ayant un emploi gagnent moins que le salaire minimum. Une étude néerlandaise a montré que 30 % des personnes interrogées se considéraient comme « pauvres ». De nombreux ménages ont des pro-

blèmes d'endettement. La proportion de migrants étant très élevée, les patrons se servent de cette main-d'œuvre étrangère bon marché qui n'a aucune protection sociale.

Les travailleurs qui espèrent un changement ne pourront pas compter sur ces marchands d'illusions pour améliorer leur sort. Ces politiciens poursuivront la même politique au profit des plus riches.

Antigua et Barbuda

L'impérialisme français en Caraïbes

Une ambassade d'Antigua et Barbuda est ouverte en France. Un ambassadeur a été nommé, Son excellence Boris Latour, diplomate ayant, dit on, une grande connaissance de la France, de sa culture.

Il a fréquenté l'UNESCO à Paris.

Pour Antigua et Barbuda, l'ouverture de leur ambassade à Paris est très importante.

Pour leurs îles, de petites îles, c'est une ouverture sur le reste du monde, elle peut leur apporter des contacts avec des parte-

naires étrangers, particulièrement des Européens.

Cela suscite de grands espoirs pour un meilleur futur sur la scène internationale. Antigua et Barbuda espère, grâce à cette ambassade : des contacts pour les voyages aériens, la reconnaissance de leurs diplômés,

l'accès à des aides juridiques face aux affaires criminelles, une entrée plus importante de touristes sur leur sol.

On peut supposer que les dirigeants de la France attendent eux aussi des avantages de ce contact avec des îles de la Caraïbe en ces temps où leur cote

dans le monde n'est pas au plus haut.

L'impérialisme français ne rate pas une occasion de soigner son influence dans le monde et même en Caraïbes. Toujours pour les plus hauts bénéficiaires de ses grosses sociétés capitalistes.

Législatives 2024

Écho de campagne en Martinique

Fort de France : marchands et marchandes du marché du Parc Floral « estomaqués » !

« La ville », disent-ils, veut leur infliger une hausse vertigineuse des taxes pour leur emplacement sur le marché. Elle passerait de 400 euros à 1000 euros soit

150 % d'augmentation. Du jamais vu ! Vu les maigres gains que peuvent faire ces petits commerçants, c'est carrément insupportable. Ils ne comprennent pas

pourquoi la municipalité PPM qui se dit « progressiste » montre un tel acharnement contre les petits producteurs dont certains viennent des pays

frères de la Caraïbe. Une bien curieuse manière de montrer son « humanisme » !

Babette de Rozières et sa petite cuisine politique

Babette de Rozières cuisinière très connue, d'origine antillaise est candidate de l'alliance des Républicains et de l'extrême

droite « Rassemblement national » dans la 7ème circonscription des Yvelines. Ambitieuse, elle fait tout depuis longtemps

pour obtenir un poste politique important. Elle agrmente donc sa cuisine en conséquence. Mais ce plat-là est un poison ! Espé-

rons que les électeurs ne le mangeront pas !

Haiti

Les renforts kényans, le nouveau gang officiel ?

Avec la nomination d'un nouveau chef de la Police Nationale d'Haïti Normil Rameau, le 21 juin, le gouvernement continue son installation.

Produit de la hiérarchie de la police, il promet des interventions plus efficaces et tente de persuader la population qu'il peut en finir avec les gangs. Le président du conseil de transition M. Leblanc martèle « *le pays veut respirer un nouveau souffle* » et veut se convaincre qu'il en a les moyens.

Le chef de la police affirme « *Nous sommes les détenteurs de l'exercice de la violence légale et légitime, nous reprendrons le monopole* » et il compte sur la venue des policiers kényans prévus le 25 juin pour épauler la police.

Les gangs sont en position de force, ils contrôlent tous les axes routiers conduisant à la capitale



Patrouille de police dans un quartier.

et dans les quartiers. Ils tentent de stabiliser leur position et gagner la population en promettant la protection face aux attaques d'autres gangs, en faisant une distribution d'eau dans le quartier. Ou d'autres gestes dérisoires après les exactions qu'ils ont commises.

Dans les quartiers de Port-au-Prince, la majorité de la population vit d'expédients. Elle est dans l'expectative, attendant l'intervention de la mission de sécurité des Nations-Unies. Parmi elle il y a cependant des travailleurs, des ouvriers de la zone industrielle, des militants qui ont

compris que la police et ses alliés internationaux seront là pour régler les problèmes de la classe dominante. Ils savent que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur force organisée pour les libérer de l'exploitation des gangs et ils se préparent à cette mobilisation.

Gaza

Le massacre continue

Dimanche 23 juin, le Premier ministre Israélien Benjamin Netanyahu a annoncé que les combats intenses à Rafah sont sur le point de se terminer.

C'était pour annoncer dans la foulée que cela permettra de redéployer des forces armées vers le Nord de la bande de Gaza.

Il faut croire que Netanyahu est à la recherche de la moindre chose à détruire. Il se donne pour objectif de déraciner le Hamas. Mais ce qu'il fait, c'est semer la mort (plus de 37 000 morts). Il sème la misère et la

destruction parmi une population de deux millions de personnes. Loin de déraciner le Hamas, il fournit au contraire le terreau sur lequel grandiront des générations de révoltés qui rejoindront les rangs du Hamas.

Les dirigeants Israéliens et ceux du Hamas méritent de récolter la colère des exploités Israéliens et Gazaouis. Une partie de la popu-

lation Israélienne se mobilise contre Netanyahu et sa politique de guerre jusqu'au-boutiste.

Le 17 juin des milliers de personnes manifestaient pour la démission du gouvernement Israélien. Le 22 juin, ils étaient plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Des actions à multiplier pour freiner tous les gouvernements va-t-en-guerre.

France

CMA-CGM : un monstre qui ne paie pas d'impôts

Entre 2019 et 2023, Rodolphe Saadé, patron du groupe CMA-CGM, a multiplié par sept sa fortune selon le magazine *Challenge*. L'explosion du prix des conteneurs durant la crise du Covid19 et la position dominante dont a bénéficié cette compagnie de transports maritimes ont entraîné des profits à plus de 45 milliards d'euros entre 2020 et 2023. Sur ces trois années la

compagnie n'a pourtant payé que 1,2 milliards d'euros d'impôts ! Soit 2,7 % du revenu grâce aux avantages et magouillages fiscaux approuvés par le gouvernement. Quand un ouvrier légèrement au-dessus du SMIC en paiera lui plus de 10 % !

L'empire de Saadé est un monstre qui grossit, grâce à sa fortune il est devenu premier ac-

tionnaire d'un port à Los Angeles, il a repris Bolloré Logistic, la société Colis Privés, la compagnie de croisière La Méridionale ou encore l'entreprise Altice Média qui détient BFMTV. Macron applaudit la réussite de cette entreprise. En revanche quand l'État souhaite faire des économies pour se désendetter c'est bien sur les classes populaires qu'il frappe !

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de.....mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>